

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Christophe De Beukelaer, *Conseiller communal-Président* ;
Benoît Cerehe, *Bourgmestre* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghoulani, Laurent de Spirlet, *Conseillers communaux* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

Séance du 18.11.25

**#Objet : CC - Règlement communal complémentaire sur les redevances de stationnement -
Renouvellement #**

Séance publique

Taxes

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16.03.1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'Ordonnance du 06.07.2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 03.04.2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20.07.2016 ;

Vu l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20.10.2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.03.2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.07.2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 07.05.1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu l'Arrêté ministériel du 09.01.2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu le Code de la route ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;

Vu le règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement, voté par le conseil communal en séance du 15.12.2020, devenu obligatoire en date du 21.12.2020, applicable pour la période du 01.01.2021 au 31.12.2025 ;

Considérant la nécessité de revoir les tarifs liés au stationnement et de se conformer aux tarifs repris dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20.10.2022 ;

Considérant la nécessité de revoir l'ensemble du règlement-redevance et d'utiliser le modèle de règlement-redevance fourni par l'Agence du Stationnement afin de permettre une meilleure lisibilité pour l'ensemble des usagers et des agents traitant cette matière ;

Considérant que l'utilisation de ce modèle participe à la lecture de l'harmonisation du stationnement sur la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire ;

Considérant que l'extension des zones réglementées de stationnement de même que la pression au niveau du stationnement nécessite de donner aux habitants de la commune des facilités de stationnement ;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes en personnel et en moyens financiers ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement-redevance aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Considérant que, pour permettre une meilleure lecture de la problématique du stationnement, il est opportun d'insérer dans ce règlement-redevance celui réactualisé relatif aux cartes communales de stationnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22.02.2024 organisant la procédure d'adoption des règlements communaux complémentaires sur les redevances de stationnement, notamment l'article 5 ;

Considérant que l'Agence du stationnement a émis, en date du 04.11.2025, un avis favorable sur le projet du présent règlement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Le règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement, voté par le conseil communal en séance du 15.12.2020, est remplacé comme suit :

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre I. Champ d'application du règlement communal de stationnement

Article 1.-

Le règlement est applicable sur toutes les voiries publiques et à tout véhicule à moteur.

Chapitre II. Définitions

Article 2.-

Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1. Agence du stationnement : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles- Capitale, telle que définie dans le Chapitre 7 de l'Ordonnance du 06.07.2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. Arrêté : l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié par l'Arrêté du 20.10.2022 ;
3. Cartes de dérogation : les cartes de dérogation visées par l'Ordonnance étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être "matérialisées" ou "dématérialisées" ;
4. Connexion : identification électronique en vue de charger ou de payer un tarif de rotation auprès de l'exploitant de l'infrastructure de recharge de véhicules électriques ;
5. Disque de stationnement : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1er de l'Arrêté ministériel du 01.12.1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière ;
6. Emplacement réservé : emplacement de stationnement destiné à des catégories spécifiques de véhicules, de personnes ou d'activités tel que définies à l'article 12 l'Ordonnance du 06.07.2022 ;
7. Entreprises et indépendants : la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale. Par "personne", il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par "entreprise", il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut, notamment les sociétés reprises à l'article 2 du Code des sociétés, les institutions publiques

et privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes et l'ordonnance du 29.06.2006 relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique, les établissements d'assistance morale du Conseil central laïque visés par la loi du 21.06.2002, les établissements d'enseignement non obligatoire, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance et les ASBL ;

8. Etablissement d'enseignement : tout établissement organisé, reconnu ou subventionné par une communauté et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu, implantés dans la Région de Bruxelles-Capitale ;
9. Borne de recharge électrique : infrastructure permettant la recharge d'un ou plusieurs véhicules électriques. La borne comporte au minimum un point de charge matérialisé par un socle de prise ;
10. Ménage : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage, extraite du Registre national ;
11. Ordonnance : l'Ordonnance du 06.07.2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
12. Période de stationnement : période de 4 heures 30 minutes qui débute à compter de la délivrance de l'invitation à payer la redevance forfaitaire visée à l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 06.07.2022 ;
13. Plan de déplacement d'entreprise : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un indépendant, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité ;
14. Plan de déplacement scolaire ou équivalent : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un établissement scolaire, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité ;
15. Raccordement : branchement physique d'un véhicule électrique à la borne électrique, telle que définie dans le présent article, en vue de recharger ledit véhicule ;
16. Second lieu de résidence ou résidence secondaire : une résidence secondaire sur le territoire de la Commune pour laquelle le propriétaire s'acquitte de la taxe communale sur les secondes résidences ;
17. Secteur de stationnement et maille : la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. Chaque secteur de stationnement est composé de différentes mailles sauf si le Conseil communal décide d'appliquer des secteurs de stationnement fixes conformément à l'article 46ter de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;
18. Ticket de stationnement : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Le ticket de stationnement peut être soit gratuit, pour une durée d'1/4 d'heure, soit payant pour une durée déterminée par l'utilisateur et/ou le type de zone réglementée. Le ticket "physique" de stationnement peut être remplacé par toute forme virtuelle (enregistrement de la plaque d'immatriculation du véhicule via le clavier de l'horodateur, paiement électronique, etc.) ;
19. Usager : la personne au nom de laquelle le véhicule à moteur est immatriculé ;
20. Voitures partagées : les véhicules des opérateurs de carsharing au sens de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.03.2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ;
21. Voitures partagées entre particuliers : les véhicules partagés au travers d'un système de partage de voitures pour les particuliers agréé par Bruxelles Mobilité au sens de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.07.2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;
22. Zones réglementées : les zones telles que définies aux articles 2, 3 et 4° de l'Ordonnance du 06.07.2022 et l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation et ses modifications ultérieures ;
23. Redevance de stationnement horaire : contrepartie financière due pour la mise à disposition d'un emplacement de stationnement au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses au sens de l'article 2.23 de l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et établie en vertu de l'article 14, § 1^{er} de l'Ordonnance du 06.07.2022 ;
24. Redevance de stationnement forfaitaire : contrepartie financière établie en vertu de l'article 14, § 2 de

l'Ordonnance du 06.07.2022 ;

25. Zone de Police : une des six zones de la Police locale de la Région de Bruxelles-Capitale qui regroupe plusieurs communes ;
26. Plaque d'immatriculation : marque d'immatriculation au sens de l'article 20 de l'AR du 20.07.2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

TITRE II. ZONES REGLEMENTEES

Chapitre I. Types de zone

Section 1. Zone orange

Sous-section 1. Durée

Article 3.-

La durée de stationnement en zone orange est limitée à 2 heures.

Sous-section 2. Montant

Article 4.-

Le montant de la redevance en zone orange est :

- 0,90 EUR pour la première demi-heure ;
- 0,90 EUR pour la seconde demi-heure ;
- 3,70 EUR pour la deuxième heure.

Article 5.-

En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 42 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 42,00 EUR pour 2 heures de stationnement.

Sous-section 3. Horaire

Article 6.-

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone orange est soumise aux conditions d'utilisation définies aux articles 15 à 18 de l'Arrêté tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Section 2. Zone verte

Sous-section 1. Durée

Article 7.-

La durée de stationnement n'est pas limitée dans le temps.

Sous-section 2. Montant

Article 8.-

Le montant de la redevance en zone verte est :

- 0,90 EUR pour la première demi-heure ;
- 0,90 EUR pour la seconde demi-heure ;
- 3,70 EUR pour la deuxième heure ;
- 2,70 EUR pour chaque heure supplémentaire.

Article 9.-

En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 42 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 37,00 EUR par période de stationnement.

Sous-section 3. Horaire

Article 10.-

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone verte est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1^{er}, 2^o de l'Ordonnance tous les jours de la semaine, sauf mention contraire sur la signalisation routière, de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés

légaux.

Section 3. Zone bleue

Sous-section 1. Durée

Article 11.-

La durée de stationnement autorisée est de maximum deux heures excepté dans les voiries équipées d'une signalisation spécifique limitant la durée maximale autorisée à 30 ou 60 minutes.

Sous-section 2. Montant

Article 12.-

Le stationnement en zone bleue est gratuit pour la durée de stationnement autorisée moyennant l'utilisation du disque de stationnement conformément à l'article 27 de l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (disque bleu).

Article 13.-

En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne visée à l'article 42 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de 37,00 EUR par période de stationnement.

Sous-section 3. Horaire

Article 14.-

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone bleue est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1^{er}, 3^o de l'Ordonnance tous les jours de la semaine, sauf mention contraire sur la signalisation routière, de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Section 4. Zone de livraison

Sous-section 1. Montant et durée

Article 15.-

Une redevance forfaitaire de 100,00 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9.a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'Arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel "payant sauf livraison" précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Article 16.-

Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée.

Article 17.-

Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone de livraison.

Article 18.-

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

Sous-section 2. Horaire

Article 19.-

Les modalités de la réglementation de la zone de livraison sont précisées sur le panneau additionnel "payant excepté livraison".

Section 5. La zone "emplacement réservé"

Sous-section 1. Durée et modalités

Article 20.-

La durée de stationnement dans la zone "emplacement réservé" n'est pas limitée.

Article 21.-

En zone "emplacement réservé riverain", seules les personnes domiciliées dans ladite zone et titulaire de la carte de dérogation "riverain" peuvent s'y stationner.

La carte de dérogation délivrée aux prestataires de soins médicaux urgents y est également valable.

Article 22.-

En zone "emplacement réservé voiture partagée", seule la carte de dérogation "voiture partagée" est valable sous réserve de la carte de dérogation délivrée aux prestataires de soins médicaux urgents.

Sous-section 2. Montant

Article 23.-

Une redevance de stationnement forfaitaire de 25,00 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur un emplacement "réservé riverain" ou "réservé voiture partagée" sans apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone.

Section 6. Zone Chargement électrique

Sous-section 1. Durée

Article 24.-

Le stationnement en zone "chargement électrique" est autorisé gratuitement pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Sous-section 2. Montant

Article 25.-

Une redevance forfaitaire de 50,00 EUR par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

Chapitre II. Zones payantes : généralitésArticle 26.-

Le stationnement dans les zones munies d'horodateurs est régi suivant les modalités et conditions mentionnées sur ces appareils.

Article 27.-

La redevance due, par anticipation, dès le moment où le véhicule est stationné est payable par insertion de pièces de monnaie dans l'horodateur, l'utilisation de cartes de débit et de cartes de crédit ou le paiement par une ou l'autre technologie telle que SMS ou applications (si prévu) conformément aux indications figurant sur les horodateurs ou toute autre signalisation prévue à cet effet.

Article 28.-

Le cas échéant, le ticket "physique" de stationnement délivré par l'horodateur, doit être apposé seul et de manière bien lisible en son intégralité, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales. Si tel n'est pas le cas, aucune réclamation ne sera prise en compte. Un justificatif de paiement ne doit quant à lui jamais être apposé visiblement.

Article 29.-

Le paiement de la redevance donne droit à une période de stationnement ininterrompue, dont la durée est déterminée par le montant payé.

Article 30.-

En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant par période de stationnement varie en fonction du type de zone.

Article 31.-

L'utilisateur répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologies (SMS, app, ...) pour l'obtention d'un droit de stationnement. Cette disposition peut également s'appliquer dans le cadre du stationnement en zone bleue. Ces coûts s'ajoutent au tarif de la réglementation appliquée à la zone de stationnement.

Article 32.-

L'utilisateur supporte les conséquences de l'usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Article 33.-

Il est possible d'obtenir un ticket gratuit pour une durée d'un quart d'heure moyennant l'enregistrement du début de la période de stationnement soit de façon électronique, soit par le biais du ticket délivré par l'horodateur à cet effet.

Article 34.-

Le quart d'heure gratuit n'est jamais inclus lors de l'achat d'un droit de stationnement payant.

Article 35.-

§ 1^{er}. A partir du 01.05.2028 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances forfaitaires sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisés par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur pour les redevances forfaitaires.

§ 2. A partir du 01.05.2028 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances horaires sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi au dixième d'euro inférieur pour la redevance horaire.

§ 3. Les montants indexés ne peuvent pas dépasser les montants maximums fixés par l'article 14 de l'Ordonnance.

Article 36.-

Aucune des dispositions reprises dans le présent règlement ne donne lieu à une quelconque surveillance des véhicules stationnés en voirie.

Chapitre III. Procédure de recouvrement

Article 37.-

Dans l'hypothèse où l'utilisateur a opté pour une redevance forfaitaire, il dispose, pour s'acquitter de sa dette, d'un délai de douze jours à compter de l'apposition lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise. Ce délai est porté à quinze jours à compter de la date d'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée au débiteur.

Article 38.-

Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'invitation conformément aux modalités définies dans l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire.

Article 39.-

En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visé à l'article précédent, un premier rappel gratuit est envoyé.

Article 40.-

En cas de non-paiement de la redevance dans le délai indiqué dans le premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de 15,91 EUR.

Article 41.-

En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions figurant à l'article 16 de l'Ordonnance et, en particulier, ses §§ 3 à 11.

Article 42.-

Conformément à l'article 13, § 2 de l'Ordonnance, lorsqu'un emplacement stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.

TITRE III. CARTES DE DEROGATION

Chapitre I. Cartes de dérogation délivrées par la Commune ou l'Agence en cas de délégation, valables sur le territoire communal

Section 1. Dispositions communes

Article 43.-

Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à la Commune ou à l'Agence en cas de délégation. Le cas échéant, la Commune a la possibilité de limiter le nombre de cartes de dérogation valables sur son territoire.

Article 44.-

L'application éventuelle de quotas peut faire l'objet d'une décision du Conseil communal, indépendante du présent règlement.

Article 45.-

La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et qu'il en ait apporté la preuve.

Article 46.-

La carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la plaque d'immatriculation est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation et pour le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement.

Article 47.-

Pour obtenir un changement de plaque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit informer la Commune ou l'Agence en cas de délégation du changement dans les cinq jours ouvrables.

Article 48.-

Le montant de la première année reste dû intégralement. Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte de dérogation n'a pas été utilisée.

Article 49.-

Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

Article 50.-

L'attention de l'utilisateur est attirée sur le fait que tous les opérateurs étrangers ne permettent pas le paiement par SMS ou par App.

Article 51.-

La Commune ou l'Agence en cas de délégation n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Il leur appartient de prolonger la validité de leur carte de dérogation s'ils le souhaitent. Ceci relève de leur responsabilité. Ils ne pourront en aucun cas se retourner contre l'autorité compétente en cas d'oubli.

Article 52.-

Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de la Commune ou de l'Agence en cas de délégation au plus tôt 60 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

Article 53.-

Les documents à produire pour l'obtention de chaque type de carte de dérogation sont repris sur le formulaire de demande ou de renouvellement de la carte souhaitée.

Article 54.-

Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe la Commune ou l'Agence en cas de délégation, en restituant la carte s'il s'agit d'une carte physique, conformément à l'article 5, § 1er de l'Arrêté ministériel du 09.01.2007 et ses modifications ultérieures concernant la carte communale de stationnement.

Article 55.-

La Commune ou l'Agence en cas de délégation annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Article 56.-

Afin d'assurer une coordination optimale entre communes et une gestion rationnelle, notamment dans le cadre du projet de sectorisation régionale, les cartes de dérogation d'autres communes peuvent, le cas échéant, être reconnues sur le territoire de la commune.

Article 57.-

Il ne sera pas délivré de cartes de dérogation :

- pour les véhicules de plus de 3,5T ;
- pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégorie DIV) :
 - dépanneuse ;
 - remorque ;
 - autocaravane ;
 - bus et autocars ;
 - matériel agricole (dont quad) ;
 - matériel industriel ;
 - tracteurs ;
 - les plaques d'immatriculation destinées aux "essais" commençant par "ZZ".

Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 58.-

A partir du 01.05.2028 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et

de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

Section 2. Carte de dérogation "riverain"

Sous-section 1. Bénéficiaires

Article 59.-

Peuvent bénéficier de la carte "riverain" :

- les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la Commune concernée. En cas d'inscription au registre d'attente de la Commune, la carte "riverain" est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas d'acceptation de la domiciliation par la Commune, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans) ;
- les personnes domiciliées dans la commune dont le véhicule est immatriculé à l'étranger, pendant la période de demande d'une immatriculation belge. Dans ce cas, la carte "riverain" est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas de changement effectif de la plaque d'immatriculation, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans) ;
- les personnes qui ont un second lieu de résidence dans la commune concernée ;
- les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la Commune concernée et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnu par Bruxelles-Mobilité. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes différentes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Sous-section 2. Nombre de cartes par ménage

Article 60.-

Le nombre de cartes par ménage est limité à deux.

Sous-section 3. Prix et durée de validité de la carte "riverain"

Article 61.-

Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- première carte de dérogation du ménage : 20,00 EUR pour un an ou 40,00 EUR pour deux ans ;
- deuxième carte de dérogation du ménage : 127,00 EUR pour un an ou 254,00 EUR pour deux ans ;
- pour les personnes ayant une résidence secondaire, une et une seule carte peut être délivrée : 529,00 EUR pour un an ;
- en cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage ;
- pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la Commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée.

Sous-section 4. Types de zones dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 62.-

La carte de dérogation "riverain" est valable en zones vertes et bleues, ainsi que dans les zones "emplacement réservé riverain" pour les personnes domiciliées dans ladite zone.

Sous-section 5. Validité sectorielle

Article 63.-

Les titulaires de la carte "riverain" ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du secteur qui leur est assigné.

Sous-section 6. Documents à fournir pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 64.-

Le demandeur doit produire les documents suivants:

- le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV et la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'en est pas le propriétaire ;
- pour une voiture partagée entre particuliers : la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule ;
- pour une voiture en leasing : la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur ;
- pour une voiture de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur ;
- pour la voiture d'une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal ou secondaire du véhicule ;
- le cas échéant, la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans l'hypothèse où celui-ci ne se présente pas en personne. Dans ce cas, la procuration doit mentionner le nom de la personne qui se présente en lieu et place du demandeur ainsi que le document pour lequel la demande est faite.

La liste des documents à fournir est reprise sur le formulaire de demande de la carte de dérogation.

Section 3. Carte de dérogation "professionnel"

Sous-section 1. Bénéficiaires

Article 65.-

Sont concernés par ce type de carte :

- les entreprises et indépendants ;
- les établissements d'enseignement ;
- les membres du personnel de la zone de Police à laquelle est rattachée la commune.

Sous-section 2. Prix

Article 66.-

Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

- 211,00 EUR par an pour chacune des cinq premières cartes ;
- 317,00 EUR par an de la sixième à la vingtième carte ;
- 635,00 EUR par an de la vingt-et-unième à la trentième carte ;
- 847,00 EUR par an pour chaque carte supplémentaire.

Article 67.-

Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est de 79,00 EUR par an et par secteur.

Article 68.-

Le prix pour les membres du personnel des zones de police est de 79,00 EUR par an et par secteur.

Sous-section 3. Prix - Modalités particulières relatives aux services de Police et aux établissements d'enseignement

Article 69.-

Lorsque le membre du personnel est actif comme agent dans plusieurs commissariats, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de stationnement dans lesquels les commissariats sont situés. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les Communes dans lesquelles la carte de dérogation est valable.

Article 70.-

Lorsque le membre du personnel d'un établissement d'enseignement est actif dans plusieurs écoles, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de stationnement dans lesquels les écoles sont situées. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les Communes dans lesquelles la carte de dérogation est valable.

Sous-section 4. Types de zones dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 71.-

La carte de dérogation "professionnel" est valable en zones vertes et bleues.

Sous-section 5. Validité sectorielle

Article 72.-

Les titulaires de cette carte de dérogation ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du (des) secteur(s) qui leur est (sont) assigné(s).

Sous-section 6. Introduction de la demande

Article 73.-

L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police désigne un responsable unique pour retirer les cartes de dérogation auprès de la Commune ou de l'Agence en cas de délégation.

Article 74.-

L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police distribue les cartes à son personnel selon ses propres règles.

Sous-section 7. Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 75.-

La liste des documents à fournir est reprise sur le formulaire de demande de la carte de dérogation.

Article 76.-

Dans tous les cas, la demande de carte de dérogation "professionnel" doit être accompagnée, selon le cas, soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprises, soit d'un équivalent approuvé.

Section 4. Carte de dérogation "Visiteur"

Sous-section 1. Bénéficiaire

Article 77.-

Peuvent bénéficier de la carte "visiteur" le(s) visiteur(s) d'un ménage. La carte est toujours délivrée au ménage bruxellois exclusivement, pour ses visiteurs.

Sous-section 2. Prix

Article 78.-

Le prix de la carte de dérogation est de 2,50 EUR par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Sous-section 3. Nombre de période par ménage par an

Article 79.-

Le nombre de périodes de stationnement (4h30) qui peut être octroyé par an et par ménage est de 100.

Sous-section 4. Types de zones dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 80.-

La carte de dérogation "visiteur" est valable en zones vertes et bleues.

Sous-section 5. Validité sectorielle

Article 81.-

La carte "visiteur" est valable dans les limites du secteur de stationnement qui lui est assigné.

Article 82.-

Les ménages qui disposent d'une carte de dérogation "riverain" pour la commune concernée reçoivent une carte visiteur dont le secteur de stationnement est le même que celui de leur carte "riverain".

Chapitre II. Cartes de dérogation délivrées exclusivement par l'Agence du stationnement, valables à l'échelle régionale

Article 83.-

Les cartes de dérogation "prestataire de soins médicaux urgents", "prestataire de soins médicaux à domicile", "voiture partagée" et la carte "professionnel" (cas spécifiquement prévu à l'art. 84, § 1, 2° de l'Arrêté) sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions définies dans les formulaires de demande de carte de dérogation.

Chapitre III. Carte de dérogation délivrée par le SPF Sécurité sociale

Article 84.-

La carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation à condition qu'elle soit apposée visiblement au milieu et contre la face interne du pare-brise du véhicule.

Article 85.-

Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones, orange, bleues, vertes et en zone "emplacement réservé riverain".

Article 86.-

La seule apposition de la carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap sur la face

interne du pare-brise ne confère le droit à la dérogation que s'il est fait usage de l'une des modalités digitales complémentaires suivantes :

1° l'enregistrement de la plaque d'immatriculation du véhicule dans une liste digitalisée des véhicules exemptés ;

2° l'acquisition d'un droit de stationnement digital gratuit pour chaque session de stationnement du véhicule par tout moyen digital tel qu'une application de paiement.

TITRE IV DISPOSITIONS FINALES

Article 87.-

Le règlement adapté entrera en vigueur le 01.01.2026 pour une durée de 3 ans.

Article 88.-

Le Collège communal délègue à l'Agence la réalisation des formulaires de demande relatifs aux cartes de dérogation.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Florence van Lamsweerde

Le Président,
(s) Christophe De Beukelaer

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 19 novembre 2025

La Secrétaire communale,



Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,



Benoît Cerexhe

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Christophe De Beukelaer, *Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Burgemeester* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Hanefte, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghoulani, Laurent de Spirlet, *Gemeenteraadsliden* ;
Florence van Lamsweerde, *Gemeentesecretaris*.

Zitting van 18.11.25

#Onderwerp : GR - Gemeentelijk aanvullend parkeerretributiereglement - Vernieuwing #

Openbare zitting

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en volgende ;

Gelet op de wet van 16.03.1968 betreffende de politie over het wegverkeer ;

Gelet op de ordonnantie van 06.07.2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ;

Gelet op de ordonnantie van 03.04.2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20.07.2016 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de wegcode) ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, en de latere wijzigingen ervan ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20.10.2022 ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21.03.2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen, en de latere wijzigingen ervan ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13.07.2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren ;

Gelet op het ministerieel besluit van 07.05.1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap ;

Gelet op het ministerieel besluit van 09.01.2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Wegcode ;

Gelet op de eventuele tekstwijzigingen die hierboven niet vermeld zijn ;

Gelet op het retributiereglement betreffende het gemeentelijke parkeerbeleid, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 15.12.2020, verbindend geworden op datum van 21.12.2020, toepasselijk voor de periode van 01.01.2021 tot 31.12.2025 ;

Overwegende de noodzaak om de parkeertarieven te herzien en in overeenstemming te brengen met de tarieven opgenomen in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20.10.2022 ;

Overwegende de noodzaak om het volledige retributiereglement te herzien en het door het

Parkeeragentschap verstrekke model van reglement te gebruiken om het leesbaarder te maken voor alle gebruikers en medewerkers die zich met deze materie bezighouden ;
 Overwegende dat het gebruik van dit model bijdraagt tot een duidelijkere harmonisering van het parkeren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
 Overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen nagestreefd moet worden, en daarom een retributie vastgesteld moet worden in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeerperiode ;
 Overwegende dat de uitbreiding van de gereglementeerde parkeerzones alsook de parkeerdruk vereisen dat aan de bewoners van de gemeente parkeermogelijkheden geboden worden ;
 Overwegende dat de vermindering alsook de creatie en de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten op het vlak van personeel en financiële middelen met zich meebrengen ;
 Overwegende dat een aanpassing van ons retributiereglement aan de verschillende wetgevende en technische veranderingen die onlangs doorgevoerd zijn, noodzakelijk blijkt ;
 Overwegende dat het voor een beter begrip van het parkeerprobleem passend is om in dit retributiereglement het bijgewerkte reglement inzake gemeentelijke parkeerkaarten op te nemen ;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
 Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22.02.2024 tot organisatie van de goedkeuringsprocedure van de gemeentelijke aanvullende parkeerretributiereglementen, namelijk artikel 5 ;
 Overwegende dat het Parkeeragentschap op 04.11.2025 een positief advies heeft uitgebracht over het ontwerp van onderhavig reglement ;

BESLUIT :

Het retributiereglement betreffende het gemeentelijke parkeerbeleid, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 15.12.2020 wordt als volgt vervangen :

TITEL I. ALGEMENE BEPALINGEN

Hoofdstuk I. Toepassingsgebied van het gemeentelijk parkeerreglement

Artikel 1.-

Het reglement is van toepassing op alle openbare wegen en alle motorvoertuigen.

Hoofdstuk II. Definities

Artikel 2.-

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1. Parkeeragentschap : het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, zoals bepaald in hoofdstuk 7 van de Ordonnantie van 06.07.2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
2. Besluit: het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van 20.10.2022 ;
3. Vrijstellingskaarten : de vrijstellingskaarten als bedoeld in de Ordonnantie, met dien verstand dat die 'gematerialiseerd' of 'gedematerialiseerd' kunnen zijn ;
4. Verbinding : elektronische identificatie met het oog op het opladen of het betalen van een rotatietarief aan de exploitant van de infrastructuur bedoeld voor het opladen van elektrische voertuigen ;
5. Parkeerschijf : de parkeerschijf zoals bedoeld in artikel 27.1.1. van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en gedefinieerd in artikel 1 van het ministerieel besluit van 01.12.1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer ;
6. Voorbehouden parkeerplaats : parkeerplaats bestemd voor specifieke categorieën van voertuigen, personen of activiteiten als omschreven in artikel 12 van de ordonnantie van 06.07.2022 ;
7. Bedrijven en zelfstandigen : de persoon of het bedrijf met zijn maatschappelijke zetel of exploitatiezetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Met 'persoon' wordt de beoefenaar van een vrij beroep of zelfstandige bedoeld. Met 'bedrijf' wordt verwezen naar elke rechtspersoon, ongeacht zijn statuut, inzonderheid de vennootschappen opgenomen in artikel 2 van het Wetboek van Vennootschappen, de openbare instellingen, de private instellingen, de instellingen voorbehouden aan de erediensten die beoogd worden in de wet op het tijdelijke der erediensten en de ordonnantie van

29.06.2006 betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst, de centra voor morele dienstverlening van de Centrale Vrijzinnige Raad zoals bedoeld in de wet van 21.06.2002, de instellingen van het niet-verplicht onderwijs, de ziekenhuizen, de klinieken, de poliklinieken en de zorgverstrekkende instanties, de liefdadigheidsinstellingen en de vzw's ;

8. Onderwijsinstelling : elke instelling, georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een gemeenschap en publieke kinderdagverblijven of kinderdagverblijven die inkomensgerelateerde tarieven hanteren, en die gelegen zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
9. Laadpaal : infrastructuur waar één of meerdere elektrische voertuigen kunnen opladen. Het laadstation beschikt over minstens één oplaadpunt voorzien van een stopcontact ;
10. Gezin : het gezin wordt gevormd door hetzij een gewoonlijk alleen levend persoon, hetzij meerdere personen die, al dan niet verbonden door verwantschap, dezelfde hoofdverblijfplaats delen. De gezinssamenstelling wordt aangetoond met een gezinssamenstelling, uittreksel van het Rijksregister ;
11. Ordonnantie : de ordonnantie van 06.07.2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
12. Parkeerperiode : periode van 4 uur en 30 minuten die begint te lopen vanaf de aflevering van de uitnodiging tot betaling van de forfaitaire retributie als bedoeld in artikel 14, § 2, van de Ordonnantie van 06.07.2022 ;
13. Bedrijfsvervoerplan : het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of een zelfstandige, dat zijn mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft ;
14. Schoolvervoerplan of gelijkwaardig : het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of onderwijsinstelling, dat haar mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft ;
15. Aansluiting : fysieke aansluiting van een elektrisch voertuig op de laadpaal, zoals bepaald in het huidige artikel, met het oog op het laden van voormeld voertuig ;
16. Tweede verblijfplaats of tweede verblijf : een tweede verblijf op het grondgebied van de gemeente waarvoor de eigenaar de gemeentebelasting op tweede verblijven betaalt ;
17. Parkeersector en deelsector : de geografische zone die de grenzen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaart geldig is. Elke parkeersector bestaat uit verschillende deelsectoren tenzij de gemeenteraad beslist om vaste parkeersectoren toe te passen in overeenstemming met artikel 46ter van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten.
18. Parkeerticket : door de parkeerautomaat uitgereikt document, overeenkomstig dit reglement. Het parkeerticket is ofwel gratis, voor een kwartier tijd, ofwel betalend voor een parkeertijd die wordt bepaald door de gebruiker en/of het type gereglementeerde zone. Het 'materiële' parkeerticket kan vervangen worden door elke virtuele vorm (invoering van de kentekenplaat van het voertuig via het toetsenbord van de parkeerautomaat, elektronische betaling enz.) ;
19. Gebruiker : de persoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven ;
20. Deelauto's : de voertuigen van carsharingoperatoren in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21.03.2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen, en wijzigingen daarvan ;
21. Particuliere deelauto's : voertuigen die worden gedeeld via een autodeelsysteem voor particulieren erkend door Brussel Mobiliteit in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13.07.2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren ;
22. Gereglementeerde zones : de zones zoals gedefinieerd in de artikelen 2, 3 en 4° van de Ordonnantie van 06.07.2022 en artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18.07.2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten en latere wijzigingen ervan ;
23. Parkeerretibutie per uur : financiële tegenprestatie verschuldigd voor de terbeschikkingstelling van een parkeerplaats langer dan de tijd die nodig is voor het in- of uitstappen van personen of voor het laden of lossen van zaken in de zin van artikel 2.23 van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende het algemeen reglement op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg en vastgesteld krachtens artikel 14, §1 van de Ordonnantie van 06.07.2022 ;
24. Forfaitaire parkeerretibutie : financiële tegenprestatie vastgesteld krachtens artikel 14, §2 van de Ordonnantie van 06.07.2022 ;

25. Politiezone : een van de zes zones van de lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die meerdere gemeenten omvat ;
26. Kentekenplaat : kentekenplaat in de zin van artikel 20 van het KB van 20.07.2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

TITEL II. GERELEMENTEERDE ZONES

Hoofdstuk I. Soorten zones

Afdeling 1. Oranje zone

Onderafdeling 1. Duur

Artikel 3.-

De parkeertijd in een oranje zone is beperkt tot 2 uur.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 4.-

De verschuldigde retributie in een oranje zone bedraagt:

- 0,90 EUR voor het eerste halfuur ;
- 0,90 EUR voor het tweede halfuur ;
- 3,70 EUR voor het tweede uur.

Artikel 5.-

In geval van niet-betaling van het uurtarief of onbekendheid met de duur van gratis parkeren of niet-inachtneming van de parkeerperiode waarvoor betaald is of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 42 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire retributie van 42,00 EUR voor 2 uren parkeren.

Onderafdeling 3. Uurrooster

Artikel 6.-

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de oranje zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikels 15 tot 18 van het besluit, elke weekdag van 9 uur tot 18 uur, uitgezonderd de zondagen en de wettelijke feestdagen.

Afdeling 2. Groene zone

Onderafdeling 1. Duur

Artikel 7.-

De parkeertijd is niet beperkt in de tijd.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 8.-

De verschuldigde retributie in een groene zone bedraagt:

- 0,90 EUR voor het eerste halfuur ;
- 0,90 EUR voor het tweede halfuur ;
- 3,70 EUR voor het tweede uur ;
- 2,70 EUR voor elke bijkomend uur.

Artikel 9.-

In geval van niet-betaling van het uurtarief of onbekendheid met de duur van gratis parkeren of niet-inachtneming van de parkeerperiode waarvoor betaald is of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 42 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire retributie van 37,00 EUR per parkeerperiode.

Onderafdeling 3. Uurrooster

Artikel 10.-

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de groene zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, §1, 2° van de Ordonnantie, elke weekdag, tenzij anders vermeld op de verkeersborden, van 9 uur tot 18 uur, uitgezonderd de zondagen en de wettelijke feestdagen.

Afdeling 3. Blauwe zone

Onderafdeling 1. Duur

Artikel 11.-

Parkeren is toegestaan gedurende maximaal twee uur, behalve op wegen met specifieke borden die de maximaal toegestane tijd beperken tot 30 of 60 minuten.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 12.-

Parkeren in de blauwe zone is gratis gedurende de toegestane parkeertijd, op voorwaarde dat de parkeerschijf wordt gebruikt in overeenstemming met artikel 27 van het Koninklijk Besluit van 01.12.1975 houdende het algemeen reglement op het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg (blauwe schijf).

Artikel 13.-

Indien de in artikel 42 bedoelde persoon geen gebruik maakt van de reglementaire parkeerschijf, de maximaal toegestane parkeertijd overschrijdt of misbruik maakt van de reglementaire parkeerschijf, wordt hij geacht te hebben gekozen voor het betalen van een retributie van 37,00 EUR per parkeerperiode.

Onderafdeling 3. Uurrooster

Artikel 14.-

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de blauwe zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1, 3° van de ordonnantie elke weekdag, tenzij anders vermeld op de verkeersborden, van 9u tot 18u, uitgezonderd op zondagen en wettelijke feestdagen.

Afdeling 4. Leveringszone

Onderafdeling 1. Bedrag en duur

Artikel 15.-

Een forfaitaire retributie van 100,00 EUR per parkeerperiode is verschuldigd bij het parkeren in een zone aangegeven door verkeersbord E9.a, zoals gedefinieerd in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met onderbord « betalend behoudens levering » met precisering van de duur van de gereguleerde parkeertijd en het forfaitaire bedrag van de retributie.

Artikel 16.-

Er hoeft geen forfaitaire retributie te worden betaald wanneer het voertuig bezig is met een levering. Een voertuig wordt geacht bezig te zijn met een levering als het stilstaat en er een handeling van het laden of lossen van goederen in verband met het voertuig wordt waargenomen.

Artikel 17.-

Vrijstellingskaarten zijn niet geldig in een leveringszone.

Artikel 18.-

Er is geen tijdslimiet voor het gebruik van een parkeerplaats in een leveringszone.

Onderafdeling 2. Uurrooster

Artikel 19.-

De voorwaarden van de leveringszonereglementering worden gespecificeerd op het extra bord "betalend behoudens levering".

Afdeling 5. Zone 'voorbehouden parkeerplaats'

Onderafdeling 1. Duur en modaliteiten

Artikel 20.-

De parkeertijd in de zone 'voorbehouden parkeerplaats' is onbeperkt.

Artikel 21.-

In de zone "voorbehouden voor bewoners" mogen alleen mensen parkeren die in de zone wonen en in het bezit zijn van een vrijstellingskaart voor "bewoners".

De vrijstellingskaart die wordt afgegeven aan verleners van dringende medische zorgen is ook hier geldig.

Artikel 22.-

In de zone "voorbehouden gedeelde auto's" is alleen de vrijstellingskaart "gedeelde auto's" geldig, onder voorbehoud van de vrijstellingskaart voor verleners van dringende medische zorgen.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 23.-

Een forfaitaire parkeerretibutie van 25,00 EUR per parkeerperiode is verschuldigd voor het parkeren op een plaats "voorbehouden voor bewoners" of "voorbehouden gedeelde auto's" zonder het tonen van de juiste vrijstellingskaart voor die zone.

Afdeling 6. Zone 'Elektrisch opladen'

Onderafdeling 1. Duur

Artikel 24.-

Het parkeren in de zone “elektrisch opladen” is gratis toegelaten voor zover de gebruiker van het betrokken voertuig verbonden is en hij zijn voertuig fysiek aansluit op de laadpaal.

Onderafdeling 2. Bedrag

Artikel 25.-

Een forfaitaire retributie van 50,00 EUR per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet elektrisch motorvoertuig of een gebruiker van een elektrisch voertuig dat geparkeerd staat zonder verbinding of fysieke aansluiting.

Hoofdstuk II. Betalende zones : algemeenArtikel 26.-

Het parkeren in zones met parkeerautomaten wordt geregeld volgens de op die toestellen vermelde modaliteiten en voorwaarden.

Artikel 27.-

De verschuldigde retributie moet vooraf worden betaald, vanaf het moment dat het voertuig geparkeerd wordt, door muntstukken in de parkeerautomaat te steken, met een debet- of kredietkaart of met een andere technologie zoals sms of apps (indien voorzien) conform de vermeldingen op de parkeerautomaten of elke andere hiertoe voorziene signalisatie.

Artikel 28.-

Een fysiek parkeerticket uit de parkeerautomaat moet in voorkomend geval alleen en in zijn geheel goed leesbaar worden aangebracht aan de binnenkant van de voorruit van het voertuig, met uitzondering van de zijruiten. Indien dat niet het geval is, zal geen enkele klacht in overweging genomen worden. Een betalingsbewijs mag nooit zichtbaar worden aangebracht.

Artikel 29.-

De betaling van de retributie geeft recht op een ononderbroken parkeerperiode voor een tijd die wordt bepaald door het betaalde bedrag.

Artikel 30.-

Indien de verschuldigde retributie niet betaald wordt of de betaalde parkeertijd of maximaal toegestane parkeertijd overschreden wordt, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie waarvan het bedrag per parkeerperiode varieert naargelang het zonetype.

Artikel 31.-

De gebruiker staat in voor eventuele kosten voor het gebruik van technologieën (sms, app,...) voor het verkrijgen van parkeerrechten. Deze bepaling kan ook van toepassing zijn op het parkeren in een blauwe zone. De kosten komen boven op het tarief van de reglementering van toepassing op de parkeerzone.

Artikel 32.-

De gebruiker draagt de gevolgen die zouden kunnen voortvloeien uit een onregelmatig gebruik van het toestel of uit de beschadigingen die hij eraan zou hebben aangebracht.

Artikel 33.-

Het is mogelijk om een gratis ticket voor de duur van een kwartier te verkrijgen mits het begin van de parkeerperiode geregistreerd wordt, ofwel elektronisch, ofwel via het ticket dat de parkeerautomaat hiervoor aflevert.

Artikel 34.-

Het gratis kwartier is nooit inbegrepen bij aankoop van een betalend parkeerrecht.

Artikel 35.-

§ 1. Vanaf 01.05.2028 en vervolgens om de drie jaar worden de bedragen van de forfaitaire retributies automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe bedragen zijn het resultaat van de volgende formule: bedragen vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt afgerond tot op de euro lager voor de forfaitaire retributies.

§ 2. Vanaf 01.05.2028 en vervolgens om de drie jaar worden de bedragen van de uurtributies automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe bedragen zijn het resultaat van de volgende formule: bedragen vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de

indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt afgerond tot op de tiende euro lager voor de uurretributies.

§ 3. De geïndexeerde bedragen mogen de maximumbedragen vastgesteld in artikel 14 van de ordonnantie niet overschrijden.

Artikel 36.-

Geen enkele bepaling in dit reglement levert grond op voor enige vorm van bewaking van de voertuigen die op de weg geparkeerd staan.

Hoofdstuk III. Invorderingsprocedure

Artikel 37.-

Als er wordt gekozen voor een forfaitaire retributie, beschikt de gebruiker, om zijn schuld te betalen, over een termijn van twaalf dagen vanaf de datum van aanbrenging wanneer het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie is aangebracht op de voorruit. De termijn wordt verlengd tot vijftien dagen vanaf de datum van verzending wanneer het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie wordt verzonden aan de schuldenaar.

Artikel 38.-

Eventuele bezwaren moeten worden ingediend binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de datum van het verzoek overeenkomstig de modaliteiten in het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie.

Artikel 39.-

Bij niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen de in het verzoek vermelde betalingstermijn waarvan sprake in het voorgaande artikel, wordt kosteloos een eerste herinnering gestuurd.

Artikel 40.-

Indien de retributie niet binnen de in de eerste herinnering opgegeven termijn wordt betaald, wordt er een tweede herinnering gestuurd waarin de retributie wordt vermeerderd met alle verzendkosten en een forfaitaire vergoeding van 15,91 EUR.

Artikel 41.-

In geval van aanhoudende niet-betaling wordt de invordering van de retributie vervolgd overeenkomstig de bepalingen in artikel 16 van de Ordonnantie, meer bepaald §§ 3 tot 11.

Artikel 42.-

Wanneer een parkeerplaats wordt bezet door een ingeschreven motorvoertuig, is de retributie uitsluitend ten laste van de natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven, overeenkomstig artikel 13, § 2, van de Ordonnantie.

TITEL III. VRIJSTELLINGSKAARTEN

Hoofdstuk I. Door de Gemeente of, in geval van delegatie, door het Agentschap afgegeven vrijstellingskaarten die geldig zijn op het grondgebied van de gemeente

Afdeling 1. Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 43.-

De hieronder vermelde vrijstellingskaarten kunnen op aanvraag toegekend worden door de Gemeente of, in het geval van delegatie, door het Agentschap. De Gemeente heeft in voorkomend geval de mogelijkheid om het aantal op haar grondgebied geldige vrijstellingskaarten te beperken.

Artikel 44.-

De eventuele toepassing van quota mag het onderwerp zijn van een beslissing van de Gemeenteraad, onafhankelijk van dit reglement.

Artikel 45.-

De vrijstellingskaart zal pas toegekend worden na eenmalige betaling van het integrale bedrag en voor zover de aanvrager voldoet aan alle toekenningsvoorwaarden en het bewijs daarvan bezorgd heeft.

Artikel 46.-

De vrijstellingskaart is alleen geldig voor het voertuig waarvan de kentekenplaat geregistreerd is in de software voor toekenning van de vrijstellingskaarten en voor de bij de registratie toegekende sector(s).

Artikel 47.-

Een wijziging van de kentekenplaat gedurende de geldigheidsperiode van de kaart kan slechts verkregen worden na onderzoek van de bijzondere omstandigheden die deze wijziging rechtvaardigen. In voorkomend geval moet de begunstigde van een vrijstellingskaart de Gemeente of het Agentschap in geval van delegatie binnen vijf werkdagen op de hoogte brengen van de verandering.

Artikel 48.-

Het bedrag voor het eerste jaar blijft integraal verschuldigd. Het retributiebedrag boven op dit bedrag voor het eerste jaar wordt in voorkomend geval terugbetaald ten belope van de nog resterende volledige maanden waarin de vrijstellingskaart niet gebruikt is.

Artikel 49.-

De aanvrager van een vrijstellingskaart draagt de eventuele kosten die verbonden zijn aan het gebruik van technologie bij de uitreiking en het gebruik van de vrijstellingskaart.

Artikel 50.-

De aandacht van de gebruiker wordt gevestigd op het feit dat niet alle buitenlandse operators betaling per sms of app toestaan.

Artikel 51.-

De gemeente en/of het Agentschap in geval van delegatie is niet verplicht om de houders ervan op de hoogte te brengen dat de geldigheidsduur van hun kaart bijna verstreken is. Het is aan hen om desgewenst de geldigheid van hun kaart te verlengen. Dit is hun eigen verantwoordelijkheid. In geval van vergetelheid kunnen zij zich in geen geval tegen de bevoegde overheid keren.

Artikel 52.-

Iedere aanvraag voor verlenging moet bij de Gemeente of, in het geval van delegatie, bij het Agentschap ingediend worden ten vroegste 60 werkdagen voordat de vorige geldigheidsperiode verstreken is.

Artikel 53.-

De voor elk type vrijstellingskaart voor te leggen documenten staan vermeld op het aanvraag- of verlengingsformulier van de gewenste kaart.

Artikel 54.-

Zodra de begunstigde van een vrijstellingskaart niet meer aan de voorwaarden voor toekenning voldoet, brengt hij de Gemeente of het Agentschap in geval van delegatie ervan op de hoogte en geeft hij, in geval van een fysieke kaart, de kaart terug, overeenkomstig artikel 5, § 1, van het ministerieel besluit van 09.01.2007 en de latere wijzigingen ervan betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

Artikel 55.-

De Gemeente of het Agentschap in geval de delegatie annuleert van rechtswege de vrijstellingskaarten waarvoor een wijziging in de voorwaarden van de aanvrager is opgetreden, zodat hij niet meer aan de toekenningsvoorwaarden voldoet.

Artikel 56.-

Met het oog op een optimale coördinatie tussen de gemeenten en een rationeel beheer, inzonderheid in het kader van het project voor gewestelijke sectorindeling, kunnen de vrijstellingskaarten van andere gemeenten, in voorkomend geval, erkend worden op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 57.-

Er wordt geen vrijstellingskaart uitgereikt voor :

- voertuigen van meer dan 3,5T ;
- voertuigen van minder dan 3,5T van het volgende type (DIV-categorie :
 - takelwagen ;
 - aanhangwagen ;
 - autocaravan ;
 - bussen en autocars ;
 - landbouwmaterieel (o.m. quad) ;
 - bedrijfsmaterieel ;
 - trekkers ;
 - kentekenplaten bestemd voor 'proefritten' die beginnen met 'ZZ'.

Deze lijst is niet uitputtend.

Artikel 58.-

Vanaf 01.05.2028 en vervolgens om de drie jaar worden de prijzen van de vrijstellingskaarten automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe prijs is het resultaat van de volgende formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt afgerond tot op de euro lager.

Afdeling 2. Vrijstellingskaart 'buurtbewoner'

Onderafdeling 1. Begunstigden

Artikel 59.-

Komen in aanmerking voor de "buurtbewonerskaart" :

- personen die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of wachtregister van de betrokken Gemeente. Bij inschrijving in het wachtregister van de Gemeente wordt de buurtbewonerskaart afgeleverd tegen het jaartarief, maar voor een duur beperkt tot 3 maanden. Als de Gemeente in de domiciliekeuze toestemt, wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart met 9 maanden of met een jaar en 9 maanden verlengd tegen betaling van een extra bedrag (tarief voor 2 jaar) ;
- personen die gedomicilieerd zijn in de gemeente van wie het voertuig ingeschreven is in het buitenland, tijdens de periode van aanvraag van een inschrijving in België. In dit geval wordt de buurtbewonerskaart afgeleverd tegen het jaartarief, maar voor een duur beperkt tot 3 maanden. In geval van effectieve verandering van kentekenplaat wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart verlengd met 9 maanden of met een jaar en 9 maanden tegen betaling van een extra bedrag (tarief voor 2 jaar) ;
- personen die een tweede verblijfplaats hebben in de betrokken gemeente ;
- personen die ingeschreven zijn in het bevolkings- of wachtregister van de betrokken Gemeente en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een door Brussel Mobiliteit erkend autodeelsysteem voor particulieren. Het voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, van wie er minstens twee gedomicilieerd zijn in een of meer verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onderafdeling 2. Aantal kaarten per gezin

Artikel 60.-

Het aantal kaarten per gezin is beperkt tot twee.

Onderafdeling 3. Prijs en geldigheidstermijn van de 'buurtbewonerskaart'

Artikel 61.-

De prijs en de geldigheidsduur worden bepaald als volgt :

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 20,00 EUR per jaar of 40,00 EUR voor twee jaar ;
- tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 127,00 EUR per jaar of 254,00 EUR voor twee jaar ;
- voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden afgeleverd voor: 529,00 EUR voor één jaar ;
- in geval van verandering van buitenlandse in Belgische inschrijving: tarief op basis van het aantal kaarten in het gezin ;
- het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de Gemeente bepaald heeft voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart aangevraagd wordt.

Onderafdeling 4. Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 62.-

De "buurtbewonerskaart" is geldig in groene en blauwe zones en in "voorbehouden voor buurtbewoners"-parkeerzones voor bewoners van de genoemde zone.

Onderafdeling 5. Geldigheid per sector

Artikel 63.-

De houders van een buurtbewonerskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de sector die hun toegewezen is.

Onderafdeling 6. Te bezorgen documenten om de vrijstellingskaart te verkrijgen

Artikel 64.-

De aanvrager moet de volgende documenten voorleggen :

- de inschrijvingskaart van het voertuig bij de DIV en het bewijs dat het op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt als hij er geen eigenaar van is ;

- voor een auto die gedeeld wordt door particulieren: de inschrijvingskaart van het voertuig bij de DIV, het betalingsbewijs voor lidmaatschap van een platform dat gespecialiseerd is in autodelen tussen particulieren en de overeenkomst die de partijen bindt die betrokken zijn bij het autodelen ;
- voor een leasingvoertuig : het bewijs van deze leasing waarop de naam van de aanvrager uitdrukkelijk vermeld staat ;
- voor bedrijfsvoertuigen : het attest van het bedrijf waaruit blijkt dat de aanvrager de enige gebruiker van het voertuig is ;
- voor de wagen van een derde : een kopie van de verzekeringspolis waarop vermeld staat dat hij de hoofdbestuurder van het voertuig is ;
- in voorkomend geval de identiteitskaart of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager wanneer hij zich niet persoonlijk aanbiedt. In dat geval moet de volmacht de naam van de persoon vermelden die in de plaats treedt van de aanvrager, alsook het document waarvoor de aanvraag wordt ingediend.

De lijst van voor te leggen documenten staat vermeld op het aanvraagformulier voor de vrijstellingskaart.

Afdeling 3. Vrijstellingskaart 'professioneel'

Onderafdeling 1. Begunstigden

Artikel 65.-

Komen in aanmerking voor dit type kaart :

- bedrijven en zelfstandigen ;
- onderwijsinstellingen ;
- personeelsleden van de politiezone waartoe de gemeente behoort.

Onderafdeling 2. Prijzen

Artikel 66.-

De prijzen van kaarten voor bedrijven en zelfstandigen zijn als volgt :

- 211,00 EUR per jaar voor elk van de eerste vijf kaarten ;
- 317,00 EUR per jaar voor de zesde tot en met de twintigste kaart ;
- 635,00 EUR per jaar voor de eenentwintigste tot en met de dertigste kaart ;
- 847,00 EUR per jaar voor elke bijkomende kaart.

Artikel 67.-

De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt 79,00 EUR per jaar per sector.

Artikel 68.-

De prijs voor politiezonepersoneel bedraagt 79,00 EUR per jaar per sector.

Onderafdeling 3. Prijzen - Bijzondere regels betreffende de politiediensten en de onderwijsinstellingen

Artikel 69.-

Wanneer het personeelslid werkzaam is als agent in meerdere commissariaten, is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende parkeersectoren waarin de commissariaten gelegen zijn. In dat geval betaalt de begunstigde de prijs van de vrijstellingskaart voor elke gevraagde sector. De prijs van de kaart kan variëren volgens de tarieven die gehanteerd worden door de gemeenten waarin de vrijstellingskaart geldig is.

Artikel 70.-

Wanneer het personeelslid van een onderwijsinstelling werkzaam is in meerdere scholen, is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende parkeersectoren waarin de scholen gelegen zijn. In dat geval betaalt de begunstigde de prijs van de vrijstellingskaart voor elke gevraagde sector. De prijs van de kaart kan variëren volgens de tarieven die gehanteerd worden door de gemeenten waarin de vrijstellingskaart geldig is.

Onderafdeling 4. Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 71.-

De vrijstellingskaart 'professioneel' is geldig in de groene en blauwe zones.

Onderafdeling 5. Geldigheid per sector

Artikel 72.-

De houders van deze vrijstellingskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de

sector(en) die hun toegewezen is (zijn).

Onderafdeling 6. Indiening van de aanvraag

Artikel 73.-

Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone stelt één verantwoordelijke aan om de vrijstellingskaarten te komen oppikken bij de Gemeente of, in het geval van delegatie, bij het Agentschap.

Artikel 74.-

Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone verdeelt de kaarten onder het personeel volgens zijn of haar eigen regels.

Onderafdeling 7. Voor te leggen documenten voor het verkrijgen van de vrijstellingskaart

Artikel 75.-

De lijst van voor te leggen documenten staat vermeld op het aanvraagformulier voor de vrijstellingskaart.

Artikel 76.-

In elk geval moet de aanvraag voor de vrijstellingskaart 'Professioneel' vergezeld zijn van een scholenvervoerplan of een bedrijfsvervoerplan, naargelang het geval, of een goedgekeurd equivalent daarvan.

Afdeling 4. Vrijstellingskaart "Bezoeker"

Onderafdeling 1. Begunstigde

Artikel 77.-

Komen in aanmerking voor de vrijstellingskaart "bezoeker" : de bezoeker(s) van een gezin. De kaart wordt altijd uitsluitend uitgereikt aan Brusselse gezinnen, voor hun bezoekers.

Onderafdeling 2. Prijs

Artikel 78.-

De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 2,50 EUR per voertuig en per periode van 4 uur en 30 minuten.

Onderafdeling 3. Aantal perioden per gezin per jaar

Artikel 79.-

Het aantal parkeerperioden (4u30) dat toegekend mag worden per jaar en per gezin bedraagt maximaal 100.

Onderafdeling 4. Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 80.-

De vrijstellingskaart "Bezoeker" is geldig in de groene en blauwe zones.

Onderafdeling 5. Geldigheid per sector

Artikel 81.-

De bezoekerskaart is geldig binnen de grenzen van de eraan toegewezen parkeersector.

Artikel 82.-

Gezinnen die beschikken over een vrijstellingskaart 'Buurtbewoner' van de gemeente, krijgen dezelfde parkeersector toegewezen als die van hun buurtbewonerskaart.

Hoofdstuk II. Uitsluitend door het Parkeeragentschap uitgereikte vrijstellingskaarten, geldig in het gewest

Artikel 83.-

De vrijstellingskaarten "verlener van dringende medische zorgen", "medische thuiszorger", "autodelen" en de kaart "professioneel" (in art. 84, § 1, 2°, van het besluit vermeld specifiek geval) worden uitgereikt door het Parkeeragentschap volgens de modaliteiten en op de voorwaarden die in de aanvraagformulieren voor een vrijstellingskaart zijn vastgelegd.

Hoofdstuk III. Door de FOD Sociale Zekerheid uitgereikte vrijstellingskaart

Artikel 84.-

De Europese parkeerkaart voor personen met een beperking geldt als vrijstellingskaart, op voorwaarde dat ze zichtbaar in het midden en tegen de binnenkant van de voorruit van het voertuig wordt aangebracht.

Artikel 85.-

Ze is geldig in alle door het Gewest bepaalde parkeersectoren in de oranje, blauwe en groene zones en in de "voorbehouden voor bewoners"-zones.

Artikel 86.-

De parkeerkaart voor personen met een handicap aanbrengen tegen de binnenkant van de voorruit geeft enkel recht op vrijstelling als gebruik wordt gemaakt van een van de volgende aanvullende digitale modaliteiten :

1° registratie van de kentekenplaat van het voertuig in een gedigitaliseerde lijst van vrijgestelde

voertuigen ;

2° verwerving van een gratis digitaal parkeerrecht voor elke parkeerbeurt van het voertuig door enig digitaal middel zoals een betalingsapp.

TITEL IV SLOTBEPALINGEN

Artikel 87.-

Het aangepaste reglement treedt in werking op 01.01.2026 voor een duur van 3 jaar.

Artikel 88.-

Het gemeentelijke College delegeert aan het Agentschap de realisatie van de aanvraagformulieren voor de vrijstellingskaarten.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitter,
(g) Christophe De Beukelaer

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Pieters-Woluwe, 19 november 2025

De Gemeentesecretaris,



Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,



Benoît Cerexhe